

2022 MSNA BULLETIN

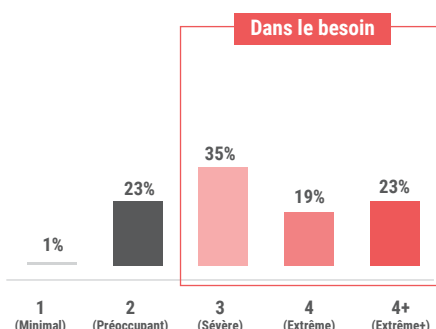
RÉSULTATS CLÉS

Avril 2023

BURKINA FASO

CONTEXTE. En 2022, plus de 3,5 millions de Burkinabès faisaient face à des besoins humanitaires à la suite de la crise sécuritaire qui affecte le pays depuis 2015. Le pays connaît depuis une situation humanitaire en constante dégradation et une rapide augmentation du nombre de personnes déplacées internes (PDI)¹. Afin de fournir aux acteurs humanitaires un aperçu global des besoins pour l'ensemble de la population, REACH a réalisé une enquête ménage sur l'ensemble du pays en collaboration avec le Groupe de coordination inter-cluster (ICCG). Les données quantitatives ont été recueillies en personne et par téléphone. La collecte de données s'est déroulée du 6 juin au 14 juillet 2022 dans les 13 régions auprès de plus de 5 000 ménages. Un échantillonnage aléatoire par grappe (niveau de confiance de 90% et marge d'erreur de 10%) a été utilisé pour les ménages non déplacés dans les zones accessibles ; et un échantillonnage non-probabiliste par quotas pour les ménages non déplacés dans les zones inaccessibles et pour les ménages déplacés. Les termes de références incluant le détail de la méthodologie de la MSNA sont disponibles [ici](#).

POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ :

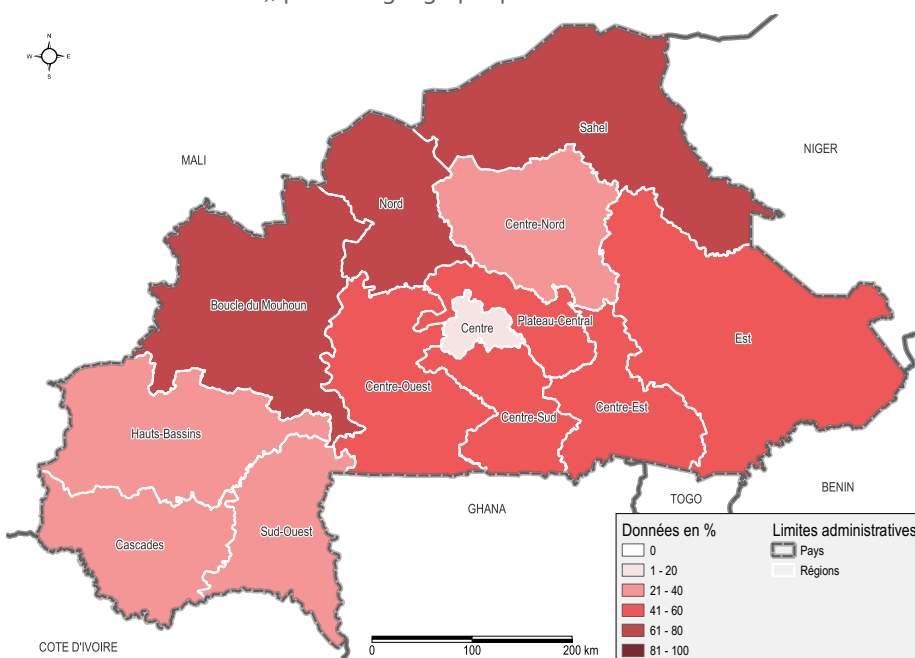


96%

de ménages déplacés au Burkina Faso avaient **des besoins non-satisfaits sévères à très extrêmes** (par rapport à 74% de ménages non-déplacés).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4 ou plus (besoins multisectoriels extrêmes), par zone géographique :



Les besoins en eau, hygiène et assainissement (EHA) font augmenter l'indice multisectoriel des besoins

- Par rapport aux résultats des MSNA de 2020 et 2021, la proportion des ménages avec des besoins non-satisfaits en EHA a augmenté. En 2020 et 2021, respectivement 45% et 48% des ménages avaient des besoins non-satisfaits en EHA. En 2022, cela représentait **plus de 60% des ménages, dont 36% présentaient des besoins extrêmes (MSNI 4 et 4+) fortement induits par la pratique de la défécation à l'air libre** (rapportée par 20% des ménages)².
- Les facteurs explicatifs de cette tendance à la hausse semblent être liés à la dégradation sécuritaire qui contraint les personnes à se déplacer vers les centres urbains, où les infrastructures ne sont plus en mesure de répondre aux besoins d'une population croissante. Selon la MSNA 2022, **55% des ménages qui rapportaient avoir des problèmes d'accès aux installations sanitaires mentionnaient le manque d'installations comme principale raison**, notamment pour les régions de la Boucle du Mouhoun, le Centre-Est et certaines provinces de l'Est.

Pour des résultats plus détaillés, veuillez consulter les pages suivantes.

Des besoins multisectoriels extrêmes dans les régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Sahel

- Pour les provinces du **Loroum (Nord)**, de **Banwa (Boucle du Mouhoun)** et de **Yagha (Sahel)** autour de **70% des ménages présentaient un score MSNI 4 ou 4+**, témoignant de besoins multisectoriels extrêmes dans ces zones. Alors la MSNA 2021 mettait déjà en évidence des besoins multisectoriels extrêmes dans les régions du Nord et du Sahel, il semblerait que la situation se soit dégradée dans la Boucle du Mouhoun, ce qui pourrait s'expliquer notamment par la dégradation sécuritaire dans la zone.
- Pour les trois provinces citées, **l'EHA était le secteur dans lequel les ménages présentaient le plus de besoins insatisfaits, suivi du secteur abris pour les ménages déplacés en particulier, et du secteur protection**. A titre d'exemple, pour les régions du Sahel et du Nord, 39% et 14% des ménages PDI rapportaient vivre dans un abris d'urgence au moment de la collecte de données, contre respectivement 3% et 0% pour les populations non déplacées. De plus, 56% des ménages du Sahel et 49% des ménages de la Boucle du Mouhoun rapportaient avoir craint de subir un assassinat ou un enlèvement au cours des trois mois précédant la collecte de données.

ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU GLOBAL

INTRODUCTION. Le Burkina Faso, comptait plus 3.5 millions de personnes dans le besoin en 2022, soit plus de 20% de sa population (HNO 2023)³. Les chocs récurrents du début d'année 2022 ont accentué le nombre de populations déplacées internes (PDI) : les autorités nationales rapportaient une augmentation de 19,4% du nombre de PDI en décembre 2022 par rapport à l'année précédente⁴. Les seules régions du Sahel et du Centre-Nord concentraient près de 50% des 1,9 millions de PDI recensées jusqu'en 2022⁵. Par ailleurs, les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Est ont elles aussi continué de subir de fortes pressions sur le plan sécuritaire, entraînant des déplacements, moindres mais en augmentation par rapport à 2021. Cette dynamique semble avoir accru ainsi la pression sur les infrastructures socio-économiques de base. En particulier, selon la MSNA 2022, tandis que la proportion de ménages rapportant devoir attendre trois heures ou plus à la source d'eau principale était de 4% au niveau national, ce chiffre montait près d'un tiers ou plus des ménages pour les provinces du Soum (38%) de la Yagha (32%) ou encore de l'Oudalan (30%).

Bien que les tendances de déplacements 2022 s'inscrivaient dans la lignée de 2021, selon les données de la MSNA 2022, les provinces d'origine se sont diversifiées ; les déplacements ne s'effectuent plus seulement au sein des 6 régions "les plus affectées par la crise" mais également dans d'autres zones considérées comme, jusqu'alors, plus stables (Plateau-Central, Cascades, Hauts-Bassins). Ceci pourrait donc étendre les problématiques de vulnérabilité des ménages et de pression sur les infrastructures à une plus large partie du territoire, d'autant que si 60% des ménages PDI rapportaient vouloir retourner dans leur localité d'origine, ces retours étaient conditionnés à une stabilisation du contexte sécuritaire (MSNA, 2022), ce qui n'était pas une tendance observée en 2022.

En effet, la situation au Burkina Faso était caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, notamment dans les zones frontalières avec le Mali, le Niger, mais aussi avec le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire courant 2022. A cela s'ajoutait une forte criminalité et la montée de tensions communautaires. Ainsi, les craintes de subir des incidents de protection tels qu'un assassinat (19%) ou un enlèvement (20%) étaient, à cet effet, inquiétantes à l'échelle nationale et témoignaient d'un contexte sécuritaire volatile et dégradé, notamment pour des régions comme le Sahel et la Boucle du Mouhoun.

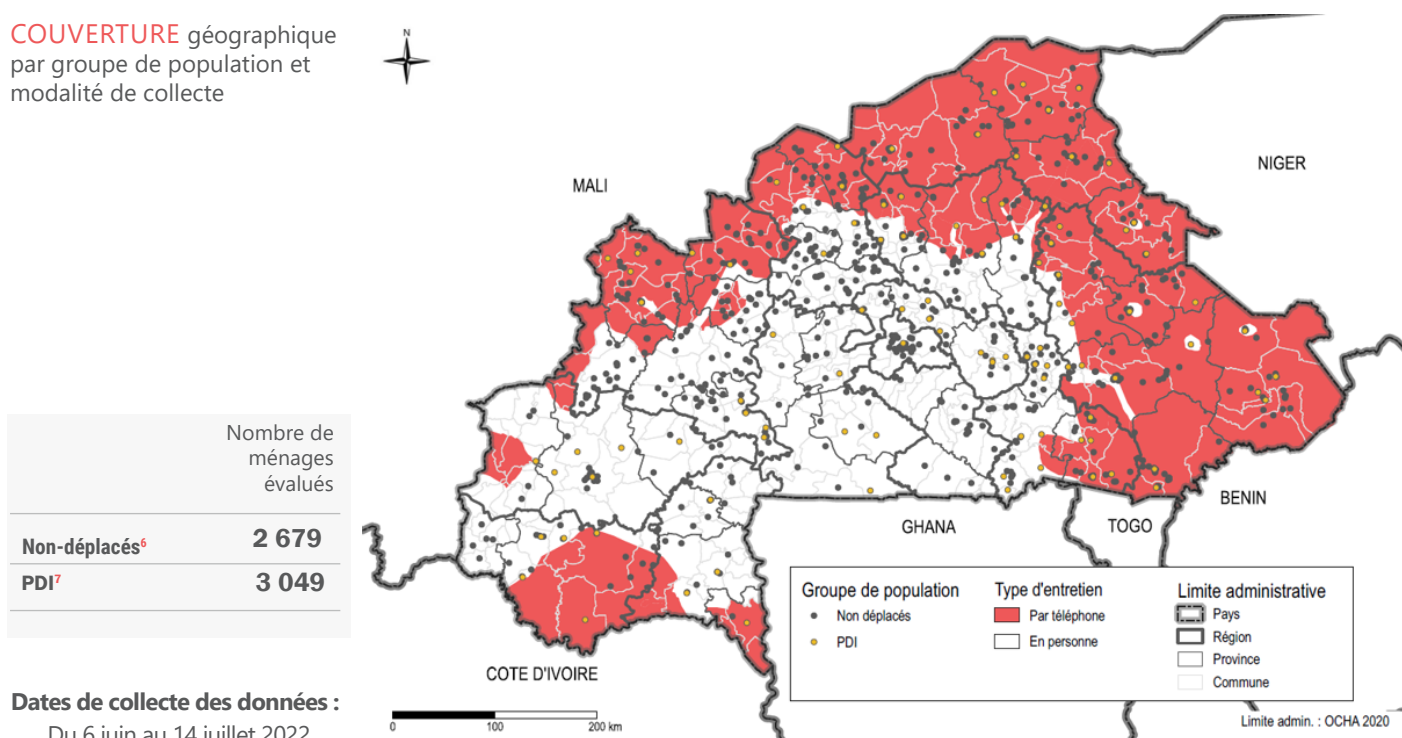
80% des ménages rapportaient avoir subi un choc réduisant la capacité du ménage à obtenir de l'argent*

**au cours des 3 mois précédant la collecte de données*

Par ailleurs, les ménages déplacés internes et non déplacés ont été affectés par des chocs relatifs à l'augmentation des prix et à la perte d'emplois en 2022. Selon la MSNA 2022, parmi les ménages qui avaient rapporté avoir subi un choc au cours des 3 mois précédant la collecte, les ménages rapportaient les prix inhabituellement élevés de l'alimentaire (53%) et du carburant (29%) comme raisons principales. Ce contexte a pu mettre en danger la résilience des ménages. Dans ce contexte, et afin de combler des manques d'information, REACH a réalisé une enquête multisectorielle des besoins, alignée avec l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2023, dans le but de mettre à disposition de la communauté humanitaire des données permettant l'identification de la nature et de la sévérité des besoins humanitaires par zone géographique et par groupe de population.

CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

COUVERTURE géographique par groupe de population et modalité de collecte



INDICE DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

Dans le besoin	1 (Minimal)	1%
	2 (Préoccupant)	23%
	3 (Sévère)	35%
	4 (Extrême)	19%
	4+ (Extrême+)	23%

L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage. Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée dans chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+. La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être trouvée [ici](#).

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur humanitaire :

Secteur	Pourcentage
EHA	72%
Protection	16%
Sécurité alimentaire	12%
Santé	7%
Éducation	6%
Abris	5%

Profils de besoins les plus communs, en général et par groupe de population :

Groupe de population	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Protection	Abris	EHA
Population générale (10%) ⁸				✓		✓
Ménages non déplacés (11%)				✓		✓
Ménages déplacés (14%)		✓		✓	✓	✓
Ménages dirigés par des femmes (9%)				✓		✓
Ménages dirigés par des hommes (10%)				✓		✓

Le tableau ci-dessus montre les « combinaisons » les plus courantes d'un ou plusieurs manques en termes de niveau de vie (*Living Standard Gaps*, LSG)⁹ parmi ceux qui sont dans le besoin afin d'identifier le profil de besoins le plus courant (qui peut consister en un ou plusieurs LSG).

Le tableau de gauche montre la proportion de ménages dans le besoin par type de LSG dans l'ordre croissant afin d'identifier les besoins les plus courants parmi ceux qui sont dans le besoin.

ANALYSE. Selon la MSNA 2022, le secteur EHA était celui qui tirait le score MSNI des ménages vers le haut, et l'on constate que cela se vérifiait pour tous les groupes de population considérés (ménages déplacés et non déplacés, ménages dont le chef de ménage est une femme et ménages dont le chef de ménage est un homme). En seconde position, la combinaison entre des besoins d'EHA et de protection était la plus répandue pour l'ensemble des ménages, à l'exception des **ménages déplacés qui semblaient présenter une combinaison de besoins plus complexe, incluant également des besoins en sécurité alimentaire et en abris**. Ainsi, plus de la moitié (52%) des ménages déplacés avaient des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire (score LSG 3 et plus), contre 9% pour les ménages non déplacés. En particulier, 32 % des ménages déplacés rapportaient n'avoir eu aucune nourriture dans le ménage à un moment au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette situation, jugée fréquente par les ménages des régions du Nord, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, pourrait s'expliquer par l'absence d'autoproduction (plus de 80% des ménages PDI rapportaient ne pas avoir pu pratiquer l'agriculture de façon optimale par rapport à l'année précédente), les ruptures récurrentes dans l'approvisionnement des marchés, et les prix élevés sur les marchés (68% des ménages PDI rapportaient que le marché fréquenté présentait des prix trop élevés). Par ailleurs, 30% des ménages déplacés avaient des besoins non-satisfaits extrêmes en abris, en particulier dans la région du Sahel (provinces de Seno et du Yagha).

PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par groupe et par phase de sévérité :

	1	2	3	4	4+
Ménages PDI	0%	3%	26%	47%	24%
Ménages non déplacés	1%	24%	35%	17%	23%
Ménages dirigés par une femme	3%	21%	24%	22%	30%
Ménages dirigés par un homme	1%	23%	36%	18%	22%

ANALYSE. Près des trois quarts (71%) des ménages PDI avaient des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes non satisfaits, contre 40% pour les ménages non déplacés. Par ailleurs, **les ménages dirigés par des femmes présentaient davantage de besoins multisectoriels extrêmes que les ménages dirigés par des hommes, notamment dans les secteurs de l'EHA, Protection et Abris**. Face à l'accès insuffisant aux infrastructures d'eau ou d'assainissement sur le lieu de vie, certaines femmes (ou filles) sont parfois contraintes de parcourir de longues distances (ou de passer de longues périodes dehors) pour réaliser la "corvée d'eau", pouvant ainsi accroître l'exposition à des risques de protection.

BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DÉTERMINANTS

Quelles populations affichent les niveaux de besoins les plus importants ? Où sont-elles concentrées ? Quels sont les principaux facteurs déterminants de ces besoins ?

45%

des ménages rapportaient que leurs enfants de 1 à 5 ans pratiquaient la défécation à l'air libre.

12%

des ménages rapportaient qu'au moins un enfant était séparé du ménage au moment de la collecte de données.*

**pour cause de mariage, détention ou enlèvement dans un quart des cas.*

- **Le Sahel était la région qui présentait le plus de ménages en situation de besoins multisectoriels sévères** (97% des ménages avec un score MSNI 3 et plus) **et extrêmes** (70% des ménages avec un score MSNI 4 et 4+). Les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun étaient les deux autres régions présentant plus de 60% de ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes. Pour ces régions, **davantage de ménages PDI présentaient des besoins multisectoriels extrêmes**. Par exemple, pour les provinces du Loroum, du Soum et de l'Oudalan, plus de 80% des ménages PDI présentaient un score MSNI de 4 et plus, contre environ 60% à 70% pour les ménages non déplacés.
- Pour l'ensemble des régions, **les besoins multisectoriels sévères étaient majoritairement induits par le secteur EHA** (plus de 70% des ménages en sévérité 3 ou plus), **suivi par le secteur protection**. Pour le secteur EHA, près de 20% des ménages rapportaient pratiquer la défécation à l'air libre à l'échelle nationale. Ce chiffre montait à près de 50% pour les ménages des provinces de Boulgou (Centre-Est) ou encore de la Tapoa (Est).
- Il est intéressant de noter que, selon les régions, les autres secteurs impactant le niveau de sévérité multisectorielle variaient. Ainsi, pour des **régions Centre, Centre-Est, Centre-Ouest, Centre-Sud, Est, Nord, Plateau-Central, et Sahel, la sécurité alimentaire se trouvait parmi les trois secteurs plaçant le plus de ménages en situation de sévérité 3 ou plus** (voir tableau ci-dessous). Cela correspondait aux résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2022¹⁰, qui identifiaient une situation préoccupante pour ces zones, qui continuerait à se détériorer si *"les groupes armés limitaient l'accès des ménages aux sources typiques de nourriture et de revenu et à l'aide humanitaire"*¹¹.
- A titre d'exemple, selon la MSNA 2022, alors que les achats sur le marché étaient la principale source de nourriture rapportée par les ménages du Sahel (70%), l'insécurité dans ou autour des marchés était rapportée comme principale barrière d'accès aux marchés locaux par 16% des ménages à l'échelle de la région, et jusqu'à 42% des ménages pour la province de la Yagha. La question de l'accès à des moyens de subsistance durables se posait particulièrement pour les populations déplacées. En effet, **une grande majorité des ménages PDI des régions du Sahel (96%), du Centre-Nord (94%) et du Nord (86%) rapportaient ne pas avoir pu pratiquer l'agriculture de façon optimale** par rapport à l'année précédente, et ce principalement par manque d'accès aux terres et du fait de l'insécurité.
- Les conditions climatiques semblaient également peser sur la capacité des ménages à accéder à des moyens d'existence. En effet, parmi les ménages ayant rapporté avoir subi un choc au cours des trois mois précédant la collecte de données, les empêchant ainsi d'obtenir de l'argent pour acheter de la nourriture, 4% rapportaient la sécheresse comme cause principale au niveau national. Ce chiffre s'élevait jusqu'à 31% pour la province de Sourou (au nord de la Boucle du Mouhoun), 18% pour la province de la Komondjari (Est) ou encore 16% pour la région du Plateau-Central.

Hormis l'EHA et la protection, l'accès aux moyens de subsistance joue un rôle déterminant dans les besoins multisectoriels des ménages.

Trois secteurs les plus importants des besoins multisectoriels, par région :

Régions	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Protection	Abris	EHA
Boucle du Mouhoun	✓			✓		✓
Cascades			✓	✓		✓
Centre		✓	✓			✓
Centre-Est		✓		✓		✓
Centre-Nord				✓	✓	✓
Centre-Ouest		✓	✓			✓
Centre-Sud	✓	✓		✓		✓
Est		✓		✓		✓
Hauts-Bassins			✓	✓		✓
Nord		✓		✓		✓
Plateau-Central		✓		✓		✓
Sahel		✓		✓		✓
Sud-Ouest			✓	✓		✓

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



OCHA

Groupe de coordination
inter-cluster (ICCG)



FINANCÉE PAR :



Funded by
European Union
Humanitarian Aid



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

AVEC LE SOUTIEN DE :

REACH Informing
more effective
humanitarian action



ACTED

Méthodologie. La collecte de données s'est déroulée entre le 6 juin et le 14 juillet 2022, auprès de plus de 5,000 ménages sur l'ensemble des 13 régions du Burkina Faso. Les enquêtes ont été réalisées en personne ou par téléphone (pour les zones difficiles d'accès). L'étude a ciblé les ménages non déplacés (échantillon stratifié par grappes) et les ménages déplacés (échantillon par quota sur la base des données du CONASUR). Les données sont représentatives pour les ménages non déplacés, au niveau de la province pour les 6 régions prioritaires (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Nord, Sahel) et au niveau de la région pour les 7 autres régions, avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%. Les données sont indicatives pour les ménages PDI.

Pour plus d'informations sur la méthodologie et les limitations de la recherche, l'annexe méthodologique est disponible [ici](#).

À propos de REACH: REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Groupe de coordination
inter-cluster (ICCG)



REACH Informing
more effective
humanitarian action

NOTES DE FIN

PAGE 1

^[1] OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), mars 2022.

^[2] A noter qu'en 2021, REACH avait sélectionné deux indicateurs critiques pour le calcul de la sévérité des besoins EHA, à savoir l'accès à l'eau potable en quantité suffisante et l'accès à des latrines améliorées partagées avec moins de 20 personnes. En 2022, l'accès à une source d'eau de boisson améliorée selon le temps de trajet et collecte, a été ajouté comme indicateur critique, sur la base de l'évolution du contexte de la crise au Burkina. Ceci pourrait ainsi expliquer une part de l'augmentation des ménages ayant des besoins non-satisfaits en EHA.

PAGE 2

^[3] OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), mars 2022.

^[4] Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Enregistrement des personnes déplacées interne au Burkina Faso](#), décembre 2022.

^[5] OCHA, [Aperçu de la situation humanitaire](#), janvier 2023.

^[6] Pour la MSNA 2022, la population non déplacée a été définie comme tout ménage qui n'est pas en situation de déplacement forcé au moment de la collecte de données (dont migrants, rapatriés et retournés).

^[7] Pour la MSNA 2022, la population déplacée interne (PDI) a été définie comme tout ménage en situation de déplacement forcé à l'intérieur de leur pays au moment de la collecte de données.

PAGE 3

^[8] Les pourcentages notés entre parenthèses dans ce tableau reflètent le pourcentage de ménages avec les profils de besoins les plus communs (pour la population générale puis désagregés par groupe de population).

^[9] Le manque en termes de niveau de vie (*Living Standard Gaps*, LSG) sont des indicateurs composites qui sont conçus pour mesurer la sévérité et la magnitude des besoins propres à chaque secteur humanitaire inclus dans la MSNA. Les LSG sont les blocs de construction analytiques pour produire le MSNI.

PAGE 4

^[10] Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et d'estimation des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, Fiche de communication, novembre 2022.

^[11] FEWSNET, [Messages clés](#), Janvier 2023.

^[12] IMPACT, AGORA, Evaluation territoriale à Bobo-Dioulasso, [synthèse des résultats enquêtes ménages](#), février 2022.

^[13] IMPACT, AGORA, Evaluation territoriale à Banfora, [synthèse des résultats enquêtes ménages](#), février 2022

^[14] Afin d'informer la préparation d'un plan de contingence communal relatif aux déplacements de populations, une enquête ménages a été menée pour disposer d'un aperçu global des besoins des ménages dans certaines zones de concentration de population dans les villes de Bobo-Dioulasso et Banfora. Voir les [Termes de référence de la recherche](#) pour plus d'informations sur l'initiative.